BOLIVIE - Le mouvement populaire bolivien se prépare pour l'échéance électorale (RISAL)

dimanche 25 septembre 2005, par Dial

16 septembre 2005 - Gagner les élections, et impulser ainsi l'organisation d'une assemblée constituante [1] qui change du tout au tout la structure du pouvoir en Bolivie, telle est la proposition de Oscar Olivera, un leader des luttes sociales de ces dernières années. Il soutient de manière très critique Evo Morales [2]. « Il faut éviter une transition avec des morts », dit-il, bien qu'il devine que la sortie de la crise se fera par la force. Le choc entre Evo et une assemblée à laquelle a assisté La Vaca, montre comment, dans ce contexte, le présent et le futur se décident.

Il est 10 heures du matin et à Cochabamba [3], c'est l'heure de décider du futur. Au deuxième étage de la Federación de Fabriles (littéralement, la Fédération des manufacturiers, le syndicat national des travailleurs d'usine) il y a quelque deux cent hommes et une poignée de femmes en train d'écouter attentivement les paroles d'Evo Morales, tandis que depuis la rue montent des voix qui répètent cette consigne : « el pueblo unido... » (« le peuple uni... »).

Premier élément du décor : l'assemblée où se décide l'avenir est celle des regantes. Il s'agit de la force la plus importante de ce département, capable d'organiser ses communautés contre l'État, de mobiliser plus de 100 mille personnes pour le défier et de faire s'enflammer derrière elle tout Cochabamba à l'occasion de la désormais légendaire « Guerre de l'eau » [4].

Les regantes sont des paysans qui, grâce à leur culture millénaire, ont une économie autonome, basée fondamentalement sur leur sagesse dans l'usage de l'eau. Ils ont été donc les premiers à s'opposer à la privatisation, à établir clairement les concepts de la lutte contre les multinationales - en rappelant que les ressources naturelles n'ont pas de propriétaires - et à promouvoir et soutenir l'un des mouvements sociaux les plus radicaux : la Coordinadora del Agua (la Coordination de l'eau). Comme tout en Bolivie, ils sont organisés en escalier : communauté, région, département et nation. Ainsi, des centaines d'associations de base qui délibèrent de leurs problèmes dans des assemblées, se trouvent réunies par le biais d'un représentant dans une fédération qui, une fois par an, tient son congrès. Mais d'un congrès à l'autre, la fédération peut convoquer un nombre illimité de congrès « élargis » qui sont « le lieu privilégié pour la prise de décisions pratiques. De par les caractéristiques de ces réunions, auxquelles assistent des paysans de la base, c'est le lieu le plus représentatif et le plus effectif quant à l'évaluation de leurs problèmes, initiatives et capacité de mobilisation », comme l'explique le plus important sociologue bolivien, Álvaro García Linera [5].

C'est ainsi, donc, que l'organe le plus démocratique du plus radical mouvement social de Cochabamba reçoit le candidat du Mouvement au socialisme (MAS), Evo Morales, pour écouter dans un silence religieux sa proposition : ils doivent élire un représentant pour les prochaines élections présidentielles.

Second élément de la synchronie : la réunion a lieu au siège [du syndicat] des ouvriers d'usine, et son secrétaire général, Oscar Olivera, est assis à la gauche d'Evo. Oscar est, également, l'un des porte-parole de la Coordinadora del Agua, initiateur des ONG qui se sont formées autour de ce thème et l'un des leaders des révoltes sociales qui ont secoué Cochabamba ces dernières 5 années.

Et finalement, le troisième élément, la rue : ceux qui crient des slogans sont une centaine d'habitants d'un quartier de la zone sud qui réclament, face à la police, « la liberté de mouvement ». C'est-à-dire : le transport public.

Le décor posé, écoutons Evo :

– Nous devons choisir un représentant qui provienne de la base et qui ne réponde qu'à elle seule. Je vous invite à voter aujourd'hui pour un nom et à proclamer ici un représentant légitime qui porte la voix des « regantes » au pouvoir.

La réponse est un bref silence glacial.

Quand il fut clair que tout était dit, un paysan lève la main. Il parle ensuite en quechua. Le seul mot qui croise les cultures est clair : bureaucrate.

Evo s'en va et le secrétaire de l'assemblée annonce le point suivant de la réunion : l'augmentation du tarif de l'électricité. La personne chargée d'informer résume, durant une longue demi-heure, les détails des réunions, les chiffres, les kilowatts et les offres des entreprises, point que l'assemblée considère comme clos par la brève intervention d'un paysan, cette fois en espagnol :

– L'entreprise essaye de nous tromper. Nous n'allons pas payer. Ça ne correspond à rien.

Toutefois, entre l'explication et la réponse contondante, une intervention inattendue : celle d'Oscar Olivera pour soutenir la proposition d'Evo. Oscar dit :

– Nous croyons que c'est la seule manière d'éviter que la droite ait l'opportunité de s'accaparer du pouvoir et de freiner le processus que nous avons mis en marche.

Oscar s'en va, avant que le silence ne lui réponde.

Je demande alors au paysan quelle a été sa réponse à Evo. Et dans un espagnol agréable, il me répète, textuellement, ce qu'il lui a dit :

– Le représentant du MAS à Cochabamba est un bureaucrate. Vous voulez nous faire croire ici que nous allons voter pour quelqu'un, mais vous avez déjà choisi cet homme et nous n'en voulons pas. Ici, nous n'avons qu'une voix mais dans nos assemblées, tous ont une voix, et tous doivent choisir le candidat, si c'est comme vous le dites, le candidat de la base. Par conséquent, nous ne pouvons pas décider aujourd'hui. Il faut faire les assemblées et revenir avec ce que dira cette voix.

Un long couloir plus loin, Oscar Olivera répond à nos questions, soulevées par l'assemblée des regantes.

– Que signifie cet appui à la candidature d'Evo Morales ?

– Nous croyons qu'il y a deux espaces dans lesquels nous devons intervenir et travailler aujourd'hui. Un de ces espaces est imminent, voire inconstitutionnel : les élections. Nous savons que c'est quelque chose que les gens n'avaient pas prévu et que la droite a dû créer comme ultime artifice [6].

Nous avons eu ces derniers temps des mobilisations comme jamais avant nous n'en avions connues, avec une définition claire de ce qu'était le problème : ce système politique ne fonctionne pas et cet État ne s'occupe pas des demandes de la population. C'est quelque chose d'irréversible que le processus électoral peut retarder, comme de fait il le fait, mais pas éluder. Nous savons que ce sont des élections avec les mêmes règles de jeu, des règles que nous autres n'acceptons pas parce qu'elles sont celles de la droite, où l'on change simplement des personnes et non des structures de pouvoir. Nous savons que c'est une stratégie planifiée et montée par le pouvoir économique et l'ambassade des Etats-Unis pour calmer le jeu. Mais nous croyons aussi que ces élections peuvent servir de tremplin pour l'assemblée constituante, qui est l'espace où l'on pourra commencer à concevoir un nouveau modèle de structure d'organisation du pouvoir : horizontal, collectif, qui corresponde effectivement aux organisations sociales.

– Vous considérez donc ces élections comme une manière d'arriver à l'assemblée constituante ?

– Je dis que si à l'heure actuelle la droite gagne les élections, il n'y aura pas d'assemblée constituante.

– Et une mobilisation populaire ne pourrait-elle pas en garantir l'organisation ?

– Absolument, parce que ça, c’est quelque chose que personne ne peut arrêter. Une mobilisation pourrait l’imposer et, de fait, je crois que nous allons continuer à nous mobiliser pour garantir que les choses soient comme elles doivent l’être.

– Evo Morales n’est pas une garantie ?

– Il ne représente nullement une garantie. Parce que la droite va faire tout son possible pour freiner les changements et nous devons nous mobiliser pour les impulser.

– Votre soutien est donc critique.

– L’appui à Evo est celui de tout un mouvement social qui veut maintenir son indépendance.

– Cela signifie que vous n’allez pas être candidat ?

– Pour l’instant, c’est clairement non, bien que cette hypothèse ne soit pas à écarter.

– Pourquoi ?

– Parce que ces élections ne sont pas comme les autres. Ce sont celles qui définissent l’avenir du pays. Nous sommes arrivés à un moment où nous sommes face à un match nul entre les forces antagoniques. D’une part, le peuple avec son grand pouvoir de mobilisation et de propositions et, d’autre part, la droite qui, bien qu’elle soit minoritaire, a un grand pouvoir économique qu’elle utilise pour freiner toute possibilité de changement.

– Cela veut dire que si c’était nécessaire, pour faire pencher la balance, vous seriez candidat ?

– Peut-être.. Mais aussi parce que je suis convaincu que le prochain gouvernement, quel que soit celui qui gagne, ne va pas durer longtemps.

– La formule [de candidature, président / vice-président] pourrait être alors Evo-Oscar ?

– La formule [7] que nous proposons, à partir d’un espace autonome de mouvements sociaux, est Evo - Álvaro García Linera.

– Quispe [8] a aussi offert la vice-présidence à García Linera. Ce sont de vieux camarades et compagnons de prison…

– Mais il y a une grande différence entre la proposition d’Evo et de celle de Quispe. Pour lui, cette offre est la seule possibilité pour que le sigle de son parti ne disparaisse pas…

– Et Evo est une possibilité d’arriver au pouvoir. Que devient alors cette idée de changer le monde sans prendre le pouvoir que vous proposiez ?

– A l’heure actuelle, nous sommes dans une situation où nous croyons qu’il faut lancer un vaste front. Ce ne sont pas des élections comme les autres et nous ne pouvons pas offrir cet espace à la droite. Nous devons continuer à construire cet espace électoral et garantir la tenue d’une assemblée constituante qui est stratégiquement pour nous un espace plus important que celui des élections.

– Qu’attendez-vous de l’assemblée constituante ? Quelle forme de pouvoir pensez-vous qu’il peut sortir de là ?

– L’assemblée constituante est pour nous un moyen où nous pouvons faire confluer différents secteurs sociaux pour construire une option de pouvoir différente. Je crois que les gens exigent de tels espaces de rencontre, où l’on va construire brique par brique, petit à petit, un nouveau pays. C’est ça notre travail. C’est pourquoi je dis que les organisations sociales, indépendamment de qui sera président, ne peuvent pas perdre cette capacité que leur donne la mobilisation.

– L’unité avec Evo est aujourd’hui plus importante que les différences ?

– Le thème de l’unité est pour moi très, mais très important. Mais il est aussi évident qu’il y a de grandes différences. Il y a des leaders qui spéculent encore en fonction de leur propre projet et il est très difficile de s’accorder avec eux parce que ce sont des leaders, certes, mais qui ont perdu leur capacité d’écouter les bases. Je considère aussi, sans craindre de me tromper, que certains leaders de mouvements sociaux ont été soudoyés par la droite pour diviser. Et aussi qu’autour d’Evo, tout comme aux côtés de Quispe, il y a des gens qui aspirent seulement à un poste pour toucher un bon salaire.

– Et malgré cela vous soutenez Evo ?

– Je vois aussi des gens qui veulent autre chose.

– Et lui, comment le voyez-vous ?

– Je crois qu’Evo manque d’humilité, il n’écoute pas assez les gens. Écouter dans le bon sens, par exemple, savoir choisir qui il écoute. Il faudrait qu’il parle plus avec les gens de la base. Son entourage constitue une barrière pour écouter la véritable voix du peuple. J’ai connu Evo il y a dix ans déjà et à l’époque les gens le sentaient comme étant l’un des leurs. Il faudrait qu’il revienne à cela, sentir à nouveau le cœur des gens, leurs voix. Il manque à Evo toute cette capacité d’assimiler les signaux et de les restituer aux gens à travers son propre discours, sa voix.

– Pour parler clairement, on dirait que vous le soutenez à contre-coeur…

– Non (rires). C’est qu’il y a beaucoup de gens qui se demandent aujourd’hui : qu’est-ce qu’il y a derrière Evo ? Nous ne voulons pas qu’il arrive ce qui nous est déjà arrivé, que lorsque meurent les leaders ou les caudillos, il ne reste plus que l’appareil. Ce qui exige cet appui de notre part, c’est la construction d’un projet politique qui nous permette d’établir le véritable pouvoir à savoir celui de la base. Beaucoup, dirais-je, ont peur de ce pouvoir. Evo aussi. Beaucoup craignent le pouvoir des bases, c’est pourquoi ils montent des partis politiques et des appareils pour ne pas affronter la base ni rendre des comptes aux gens.

– Cet appui ne donne-t-il pas à la candidature d’Evo, le soutien social qui lui manquait ?

– En ce qui me concerne, je me sens comme traversant une rivière en laissant les gens de l’autre côté. Le défi est de les faire traverser avec moi. Ce que nous essayons de sauver, c’est le projet politique. Il est évident que les gens ont des leaders, mais aussi qu’ils ne veulent plus ni de caudillos ni de chefs. Dans cette assemblée que tu as vue, on a critiqué, par exemple, très durement le chef départemental du MAS et, pour moi, c’est quelque chose qu’ils devraient assumer avec beaucoup d’humilité. Parce que c’est la vérité.

– Ont-ils accepté ces critiques ?

– Non, ils ont traité de menteur celui qui a exprimé ce que tous pensaient. Ca, c’est une pratique totalement nuisible qu’il faut bannir. Il faut donner un nouveau contenu au type d’organisation que le MAS a de toute évidence construit à partir des organisations sociales, fondamentalement celles de la campagne. Il faut donner un contenu à cette structure, parce qu’elle l’a perdue aujourd’hui.

– Et comment pensez-vous le faire ?

– La première chose que nous devons discuter avec Evo, c’est qu’il cesse d’être un caudillo.

– D’une certaine manière, vous l’êtes aussi…

– D’une certaine manière oui, mais nous essayons d’établir avec les gens une relation absolument horizontale. Et de les écouter, parce que si nous ne les écoutons pas…

– Mais aujourd’hui vous les avez écoutés : ils ne veulent pas de bureaucrates. Que pensez-vous faire par

rapport à cela ?

– Par exemple, nous voulons que tous les candidats, ainsi que tous ceux qui occupent un poste au sein du pouvoir d'Etat, aient des mandats révocables. Aujourd'hui, il n'y a pas d'instances de contrôle, ni d'instances qui rendent des comptes aux gens. Nous avons parlé de cela avec Evo : des postes révocables, des espaces pour rendre des comptes et, en plus, mettre une limite aux salaires parce que nous ne pouvons faire de chaque candidat un privilégié. En se mettant d'accord tous ensemble, nous pouvons imposer ces choses comme une base minimale d'accords.

– Quelles seraient ces bases ?

– L'assemblée constituante, la nationalisation des hydrocarbures et les jugements en responsabilité [9]. Ces trois points principalement. Une fois la décision prise, il faudra les faire avancer.

– Reste pendante la question que beaucoup se posent : qu'y a-t-il derrière Evo ?

– Derrière Evo doit clairement apparaître ce projet politique. Les gens doivent voir que derrière Evo, il y a une possibilité de construire une forme d'organisation qui ne dépende pas d'un caudillo. Avec des gens comme Álvaro (García Linera) ou Abel Mamami [10]

– Il semble aujourd'hui clairement établi que le pouvoir est dans la rue.

– Mais les gens ne peuvent pas continuer indéfiniment avec des blocages pour imposer tout ce qu'ils veulent. Nous devons passer à une autre étape. Je crois que nous avons peur de prendre en mains la décision de nous autogouverner. Il y a toute une dimension culturelle qui nous empêche de le faire et qu'il faut commencer à briser.

– Et cela se fera s'il accède au gouvernement ?

– S'il arrive au gouvernement, toutes ces ressources économiques, cette capacité qu'a l'appareil d'Etat, doivent être utilisées pour donner du contenu à l'organisation sociale. Nous avons gaspillé pendant ces trois dernières années, la possibilité d'établir ces formes de pouvoir. Même si, j'insiste, je pense que le prochain gouvernement - quel qu'il soit - ne va pas durer longtemps, parce que c'est l'assemblée constituante qui doit définir le futur.
Et si la droite gagne, cela n'arrivera pas.

– Quel serait le scénario dans ce cas ?

– Une sortie par la force. De fait, je crois que pour ce pays la solution va finalement passer par la force. Mais je pense aussi qu'il faut faire tout notre possible, qu'il faut faire face - pas faire face pour faire face, mais faire tout notre possible pour qu'il y ait une transition sans morts.

NOTES :

[1] Stéphanie Rousseau, La Bolivie en chantier politique : vers la Constituante de 2005, RISAL, 23 décembre 2004 (ndlr).

[2] Evo Morales, leader paysan et indigène, est la figure de proue du Mouvement au socialisme (MAS), principale force politique bolivienne. Il est arrivé second aux élections présidentielles de 2002. Il est à nouveau candidat à la magistrature suprême pour les élections du 4 décembre prochain. Il est fort critiqué par les secteurs les plus radicaux des mouvements sociaux pour avoir soutenu, avant de le lâcher, le gouvernement de Carlos Mesa (2003-2005), après la fuite du président Gonzalo Sanchez de Lozada lors de ladite guerre du gaz en octobre 2003.
Sur sa trajectoire, lire Christian Rudel, Revendications indiennes en Amérique latine : le cas d'Evo Morales, RISAL, novembre 2002 (ndlr).

[3] Cochabamba est la capitale du département bolivien du Chapare. Les mouvements sociaux y sont

particulièrement actifs. La ville fut le théâtre de ladite guerre de l'eau. En avril 2000, la dénommée « or bleue » a déchaîné dans la ville de Cochabamba l'une des révoltes les plus bruyantes de l'histoire récente du pays. Ses habitants se sont mobilisés contre l'augmentation disproportionnée des tarifs de l'eau, dont les prix avaient quadruplé en à peine quelques semaines, et ont obtenu l'expulsion de l'entreprise privée, Aguas del Tunari, (un consortium conduit par la multinationale Bechtel) en charge des services d'eau. C'est aussi dans cette région que s'est développé le mouvement des cocaleros, les cultivateurs de coca (ndlr).

[4] Voir note précédente.

[5] Depuis la rédaction de cet article, Alvaro Garcia Linera s'est allié à Evo Morales pour les élections présidentielles de décembre 2005. Il est candidat à la vice-présidence (ndlr).

[6] Dernier artifice face à la pression des gigantesques mobilisations sociales de mai et juin 2005 et à la démission du président Carlos Mesa (ndlr).

[7] En Bolivie, pour parler du binôme formé par le candidat à la présidence de la République et le candidat à la vice-présidence, on utilise le terme formula (ndlr).

[8] Felipe Quispe, dirigeant indigène du Mouvement indigène pachacuti (MIP) et de la Centrale syndicale unifiée des travailleurs paysans (CSUTCB).

[9] Notamment des responsables des massacres de la guerre du gaz d'octobre 2003 (ndlr).

[10] Abel Mamani est un dirigeant de la Fédération de comités de quartiers (FEJUVE) de la ville de El Alto, dont les habitants ont été les protagonistes principaux des dernières mobilisations en Bolivie.
Sur El Alto, lire Richard Gott, Un soulèvement sismique chez les indiens d'Amérique latine, RISAL, 13 juin 2005 et Luis A.Gomez, El Alto : de la cité-dortoir à la révolte sociale, RISAL, octobre 2003 (ndlr).

Source : La Vaca, 5 août 2005.

Traduction : Diane Quittelier, pour RISAL (www.risal.collectifs.net).

http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1473